



## Journée mondiale de la Santé 2015

# Allocution du Directeur régional

Chaque année, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) choisit un thème de santé pour marquer la célébration de la Journée mondiale de la Santé. Cette année le thème est la sécurité sanitaire des aliments et le slogan est le suivant : « de la ferme à l'assiette, vous avez tous un rôle à jouer ».

La salubrité des aliments que nous consommons est une condition fondamentale pour la santé et le bien-être de chacun d'entre nous. Des aliments sains sont essentiels pour maintenir en vie et nous permettent de jouir d'une bonne santé.

Les aliments impropres à la consommation peuvent être à l'origine d'un certain nombre de maladies et entravent le développement socio-économique en sollicitant lourdement les systèmes de soins de santé et en portant préjudice au tourisme et au commerce. Les aliments impropres à la consommation provoquent plus de 200 maladies différentes - allant des maladies transmissibles, telles que le choléra et autres maladies diarrhéiques, à un éventail de maladies non transmissibles, notamment divers types de cancers. On estime que les maladies diarrhéiques d'origine alimentaire ou à transmission hydrique tuent chaque année deux millions de personnes, des enfants pour la plupart, en particulier dans les pays en développement où l'approvisionnement alimentaire est précaire et où la population a tendance à être plus souvent exposée à des produits impropres à la consommation présentant des risques chimiques, microbiens et autres pour la santé.

Beaucoup de personnes ne songent à la sécurité sanitaire des aliments que lorsqu'un scandale ou une peur particulière surgit et monopolise l'attention collective. Mais après quelques temps, les esprits se tournent vers d'autres questions et chacun continue sa vie comme s'il ne s'était rien passé.

Les consommateurs s'en remettent à leur gouvernement pour garantir la salubrité des aliments, et s'attendent à ce que ces aliments soient sains qu'ils aient été produits dans le pays ou importés.

Pour ces raisons, l'OMS a décidé de consacrer la Journée mondiale de la Santé 2015 à la sécurité sanitaire des aliments.

L'OMS cherche à encourager et à promouvoir les actions de santé publique permettant d'augmenter et d'améliorer la salubrité de nos aliments. La sécurité sanitaire des aliments n'est pas uniquement l'affaire du secteur de la santé. En effet, les actions de santé publique doivent être ancrées dans les gouvernements de nos États Membres et comprendre des actions des différentes parties prenantes au sein des communautés civiles et des milieux d'affaires. Les agriculteurs, les industriels de l'agroalimentaire, les opérateurs des entreprises agroalimentaires et les consommateurs doivent œuvrer ensemble et au côté du secteur de la santé et du gouvernement afin de saisir l'importance de leur rôle respectif. Cela nécessite une coordination étroite et chaque secteur doit s'acquitter de sa responsabilité individuelle pour faire en sorte que les aliments sains et nutritifs soient disponibles, accessibles et à un prix abordable, ceci dans l'intérêt commun d'améliorer la vie de tous.

Nous voulons tous que nos aliments soient sûrs.

Cela étant, une étude démontre que dans une partie de notre Région, seuls 28 % des personnes se lavent les mains avec de l'eau et du savon après s'être rendues aux toilettes. Par ailleurs, beaucoup de personnes ne consultent pas leur médecin de famille ou un médecin généraliste lorsqu'elles souffrent de diarrhée. Et souvent, en retour, le



**Organisation  
mondiale de la Santé**

Bureau régional de la Méditerranée orientale

## Journée mondiale de la Santé 2015

### Allocution du Directeur régional

médecin ne demande pas à ce que des analyses en laboratoire soient effectuées pour confirmer la présence d'un organisme à l'origine de la maladie. Et même dans les cas où des analyses en laboratoire sont effectuées et que l'agent causal est identifié, les résultats ne sont pas toujours signalés au système de surveillance national.

Nous devons tous reconnaître que l'hygiène personnelle, dans tous les contextes, y compris la manipulation et la préparation des aliments, est une question qu'il faut aborder avec détermination - dans les foyers, dans les écoles, sur le lieu de travail, et dans tous les environnements.

Nous voulons que nos aliments soient salubres.

Conformément au Règlement sanitaire international (2005), les gouvernements sont convenus de mettre en place les principales capacités nationales nécessaires pour faire face à des événements de sécurité sanitaire des aliments ayant une dimension internationale. Cela exige la mise en place d'un système fonctionnel de sécurité sanitaire des aliments qui permettra aux pays de détecter les événements de sécurité sanitaire des aliments, d'y répondre et de lutter contre ceux-ci, à l'endroit et au moment où ils surviennent.

En d'autres termes, les gouvernements se sont engagés à établir, à appliquer et à maintenir des systèmes de sécurité sanitaire des aliments qui fonctionnent bien. De tels systèmes doivent couvrir les domaines de l'ensemble des ministères et secteurs concernés tout au long de la chaîne alimentaire, à savoir du producteur au consommateur, et atteindre également les systèmes de santé nationaux. Cette tâche cruciale constitue actuellement une priorité dans certains pays de notre Région mais, dans d'autres pays, les systèmes de sécurité sanitaire des aliments connaissent une fragmentation, un déficit de financement et une pénurie de personnel. Par ailleurs, les autorités de sécurité sanitaire des aliments sont souvent limitées dans leurs pouvoirs et doivent lutter pour pouvoir prendre des mesures de santé publique adéquates en raison de la législation dépassée et obsolète.

Sur les 22 États Membres de la Région OMS de la Méditerranée orientale, seuls cinq ont indiqué avoir rempli les conditions relatives aux capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments du Règlement sanitaire international. Dans l'ensemble, selon les informations fournies par les pays de la Région, en moyenne, seules 75 % des capacités permettant de faire face aux événements de sécurité sanitaire des aliments revêtant un caractère international sont remplies.

Les statistiques incluent les pays en situation d'urgence dans lesquels les systèmes de sécurité sanitaire des aliments sont rudimentaires ou ne fonctionnent plus. Cependant, même dans les pays qui ne se trouvent pas dans une situation de crise, d'importantes composantes du système de sécurité sanitaire des aliments sont inexistantes ou ne fonctionnent pas bien. Permettez-moi d'illustrer mon propos par les trois exemples suivants :

- Tout d'abord, la plupart des pays ne disposent pas d'un système de surveillance intégrée des maladies d'origine alimentaire. Cela signifie que les données issues des secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de l'alimentation ne sont pas combinées et il est par conséquent difficile d'identifier les problèmes de sécurité sanitaire des aliments et les mesures nécessaires pour y faire face.



## VOS ALIMENTS SONT-ILS VRAIMENT SÛRS ?

De la ferme à l'assiette, vous avez tous un rôle à jouer

## Journée mondiale de la Santé 2015

### Allocution du Directeur régional

- Ensuite, peu de pays disposent de systèmes en place permettant de retracer les aliments jusqu'à leur source - et dans la plupart des cas, les pays qui ont mis au point de tels systèmes ne couvrent pas l'ensemble des catégories d'aliments. Cette situation limite la capacité des pays à protéger la santé publique par le biais d'activités de contrôle des aliments ou à travers l'investigation réussie des flambées de maladies d'origine alimentaire.
- Et enfin, très peu de pays ont mis en place une réglementation pour veiller à ce que les produits alimentaires soient transportés de manière hygiénique et à des températures les protégeant efficacement contre la prolifération microbienne.

Aucun système de sécurité sanitaire des aliments n'est capable de protéger les aliments à cent pour cent. Il est cependant possible de prévenir une augmentation de la proportion de maladies d'origine alimentaire par des améliorations itératives des systèmes de sécurité sanitaire des aliments, en adoptant des politiques de transparence lors de la survenue d'événements de sécurité sanitaire des aliments et en faisant preuve d'ouverture quant aux enjeux en cours.

Je suis fermement convaincu qu'une réforme des systèmes de sécurité sanitaire des aliments, ainsi qu'une révision et une mise à jour des lois relatives aux denrées alimentaires, doivent devenir une priorité de santé publique dans l'ensemble des États Membres, et j'appelle les ministres de la santé et de l'agriculture ainsi que leurs collègues des autres ministères concernés à se réunir afin d'examiner la situation actuelle en matière de sécurité sanitaire des aliments dans leur pays et de prendre des mesures le cas échéant.

Je reconnais qu'il ne s'agit pas d'une tâche facile. En réalité, le domaine de la sécurité sanitaire des aliments peut être considéré comme une mise à l'épreuve de la capacité du gouvernement à encourager le dialogue multisectoriel et la coordination interministérielle, en particulier entre les secteurs de la santé, de l'agriculture et du commerce, mais je dois insister sur le fait que seul le secteur de la santé doit assumer la direction de cet exercice particulier. Pour ces raisons, l'OMS souhaiterait voir les États Membres mettre en place l'intégralité des principales capacités requises en matière de sécurité sanitaire des aliments, en application du Règlement sanitaire international - et ensuite progresser davantage dans leurs efforts visant à protéger la santé de leur population.

L'Organisation demeure disposée à collaborer avec les États Membres qui auraient besoin de son soutien pour lancer de telles initiatives, et nous œuvrons avec d'autres organisations des Nations Unies ainsi que des partenaires internationaux en vue de fournir une plateforme pour les efforts déployés, au niveau mondial.

Nous avons dans notre Région des pays qui dépendent presque entièrement des aliments importés pour répondre aux besoins de leur population. Il y a également des pays dont les économies nationales dépendent en grande partie de leurs capacités à se conformer aux normes internationales et ainsi pouvoir avoir accès aux marchés de l'exportation pour leurs produits alimentaires. Dans les deux cas, la salubrité des aliments concernés peut être garantie par une collaboration entre les pays d'origine et les pays où les aliments sont consommés.

Les consommateurs veulent des aliments salubres indépendamment de leur origine.

Et nous avons tous besoin d'aliments salubres pour nous maintenir en bonne santé.

À l'occasion de la Journée mondiale de la Santé, « de la ferme à l'assiette, vous avez tous un rôle à jouer ».

**Dr Ala Alwan**  
Directeur régional  
de l'OMS pour la Méditerranée orientale

